

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

[S - C - 0]

5 DECEMBRE 1995. — Circulaire - ZIP 1. — Directives en matière de division du territoire en zones interpolice (ZIP) par province

A Madame et Messieurs les Gouverneurs de province

Pour information:

A Mesdames et Messieurs les Députés permanents
A Mesdames et Messieurs les Commissaires d'arrondissement
A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres et Echevins

1. Contexte général

Le Gouvernement continue ses efforts d'amélioration de la sécurité, laquelle est un droit de base de tout citoyen.

Dans le cadre d'une politique de sécurité intégrée et bien structurée, et en vue d'assurer une police locale à part entière, le Gouvernement a décidé de diviser le territoire en ZIP par province.

Une ZIP est un territoire composé d'une ou plusieurs communes au sein desquelles les services de police générale assurent ensemble les tâches de police.

L'installation des ZIP se fera progressivement et par étapes.

Ceci se fera par le biais de projets-pilotes; ces projets seront suivis et les conclusions nécessaires en seront tirées. Certains textes devront être adaptés à la nouvelle situation. Je vous tiendrai au courant de l'évolution.

Pour cette raison, plusieurs circulaires relatives au projet ZIP seront publiées.

Étant la première, la présente circulaire porte donc la mention « ZIP 1 ».

Son but est de déterminer les modalités relatives à la délimitation des ZIP et d'apporter des précisions sur le contexte général du fonctionnement de celles-ci.

2. La délimitation des ZIP

2.1. La délimitation des ZIP comprend la détermination des communes qui constitueront ensemble une ZIP.

2.2. Approche générale: voir annexe 1.

2.3. Pour la délimitation des ZIP par province, il est procédé comme suit:

* Le Gouverneur élabore, avec le groupe de travail technique provincial (GTP), une proposition globale pour l'ensemble de la province suivant les principes et les critères fixés par le Comité directeur central.

* Les propositions du Gouverneur sont soumises aux autorités locales.

* Au niveau local, des correctifs sont possibles.

Les correctifs motivés seront acceptés par le Gouverneur s'ils ne compromettent pas la solution globale établie pour l'ensemble de la province.

En cas contraire, une concertation complémentaire aura lieu entre le Gouverneur et les autorités locales.

Le Gouverneur peut, pour ce faire, consulter le GTP.

* Les propositions finales de la concertation locale et du Gouverneur sont soumises à la concertation pentagonale provinciale. Celle-ci envoie sa proposition finale motivée au Comité directeur central.

* Le Comité directeur central transmet une proposition motivée au Ministre de l'Intérieur.

* Le Ministre de l'Intérieur décide de la délimitation des ZIP après avoir pris l'avis du Ministre de la Justice. Il informe le Gouverneur de sa décision, lequel la communique aux autorités locales des ZIP.

* L'accession d'une commune à une ZIP déterminée par le Ministre de l'Intérieur doit être approuvée par le conseil communal.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[S - C - 1022]

5 DECEMBER 1995. — Omzendbrief IPZ 1. — Richtlijnen inzake de indeling van het grondgebied per provincie in Interpolitiezones (IPZ)

Aan Mevrouw en de Heren Provinciegouverneurs

Ter informatie:

Aan de Dames en Heren Bestendig Afgevaardigden
Aan de Dames en Heren Arrondissementscommissarissen
Aan de Dames en Heren Burgemeesters en Schepenen

1. Algemene context

De Regering zet haar inspanningen voort ter verbetering van de veiligheid, die een basisrecht vormt van elke burger.

In het raam van het hierbij passend goed georganiseerd geïntegreerd veiligheidsbeleid en met het oog op een volwaardige lokale politiezorg heeft de Regering beslist het grondgebied per provincie in te delen in IPZ's.

Een IPZ is een territorium bestaande uit één of meerdere gemeenten waarin de algemene politiediensten samen de politiezorg verzekeren.

De installatie van de IPZ's zal progressief en stapsgewijze gebeuren.

We zullen met pilootprojecten werken, we zullen die opvolgen én er lessen uit trekken. Een aantal teksten zal aan de nieuwe situatie moeten worden aangepast. Ik zal u over de evolutie op de hoogte houden.

Om die reden zullen betreffende het IPZ-project meerdere circulaires verschijnen.

Deze circulaire is de eerste, vandaar circulaire 'IPZ 1'.

Hij heeft tot doel de modaliteiten inzake de afbakening van de IPZ's te bepalen en de algemene opvatting van de werking in een IPZ toe te lichten.

2. De afbakening van de IPZ's

2.1. De afbakening van de IPZ betreft het bepalen van de gemeenten die samen een IPZ zullen vormen.

2.2. Algemene aanpak: zie bijlage 1.

2.3. Voor de afbakening van de IPZ's per provincie wordt als volgt te werk gegaan:

* Op basis van de principes en criteria bepaald door de Centrale Stuurgroep, werkt de Gouverneur, samen met de Provinciale Technische Werkgroep (PTW), een globaal voorstel uit voor het geheel van de provincie.

* De voorstellen van de Gouverneur worden aan de lokale overheden voorgelegd.

* Op het lokale niveau zijn bijsturingen mogelijk.

Gemotiveerde bijsturingen zullen door de Gouverneur worden aanvaard indien hierdoor een globale oplossing voor het geheel van de provincie niet in het gedrang komt.

In het andere geval zal aanvullend overleg plaats hebben tussen de Gouverneur en de lokale overheden.

De Gouverneur kan hierbij het advies van de PTW inwinnen.

* De eindvoorstellen van het lokaal overleg en de Gouverneur worden aan het provinciale vijfhoeksoverleg voorgelegd dat een gemotiveerd eindvoorstel aan de Centrale Stuurgroep zendt.

* De Centrale Stuurgroep zendt een gemotiveerd voorstel aan de Minister van Binnenlandse Zaken.

* De Minister van Binnenlandse Zaken beslist over de afbakening van de IPZ's na het advies van de Minister van Justitie te hebben ingewonnen. Hij geeft van zijn beslissing kennis aan de Gouverneur, die ter kennis brengt van de lokale overheden van de IPZ's.

* De toetreding van een gemeente tot een door de Minister van Binnenlandse Zaken bepaalde IPZ moet door de gemeenteraad worden goedgekeurd.

2.4. Chaque fois que les travaux relatifs à une province sont terminés, le Ministre de l'Intérieur prendra une décision pour cette province. Il ne faut donc pas attendre une solution globale pour toutes les provinces du pays.

La date escomptée pour la délimitation de toutes les ZIP est fixée au 1er mars 1996.

2.5. Vu la situation particulière en région bruxelloise, les communes de l'Agglomération bruxelloise ne seront actuellement pas divisées en ZIP. La coopération entre les services de police y fera l'objet de protocoles distincts.

3. Conception générale du fonctionnement des services de police générale dans une ZIP; la charte de sécurité

3.1. La charte de sécurité est le document où est déterminée la politique de sécurité pour la ZIP et sur lequel repose le fonctionnement général de la ZIP.

3.2. Il s'agit d'une seule convention conclue entre les autorités administratives locales, l'autorité judiciaire locale et les trois services de police générale, laquelle comporte les volets suivants:

- * les accords généraux et les priorités en matière de politique de sécurité;
- * les problèmes et les priorités particuliers pour certaines parties bien déterminées de la ZIP;
- * pour les ZIP composées de plusieurs communes, également les problèmes particuliers et les priorités de chaque commune;
- * les accords généraux en matière de répartition des tâches et de coordination entre les trois services de police générale;
- * les principes de financement relatifs à la réalisation de la charte de sécurité.

3.3. Une charte de sécurité est élaborée au sein de chaque ZIP en concertation pentagonale locale, conformément à l'AR du 10 avril 1995.

La charte de sécurité est évaluée périodiquement en concertation pentagonale et est adaptée aux besoins et phénomènes locaux.

3.4. La charte de sécurité de la ZIP doit être communiquée par le bourgmestre au conseil communal et les lignes de force de celle-ci doivent - tenant compte de la répartition des compétences légales - être acceptées par le conseil. Une fois les lignes de force déterminées, les répercussions de l'exécution de la charte de sécurité relatives au budget, au personnel, aux règlements communaux d'administration intérieure et aux ordonnances de police communale seront soumises à l'approbation du conseil communal au moment opportun.

La charte de sécurité, dont les lignes de force ont été approuvées par le conseil communal, est portée à la connaissance de la population.

3.5. La collaboration détaillée entre les services de police générale.

Les accords généraux en matière de répartition des tâches et de coordination entre les trois services de police générale constituent une partie essentielle de la charte de sécurité (voir 3.2, ci-dessus).

Les accords de travail concrets en matière de collaboration et de coordination entre les services de police générale pour la réalisation de toute la composante de base (e.a. l'organisation en matière d'équipes d'intervention et de pointe, d'actions communes coordonnées, d'échange d'informations, de périodicité des réunions de coordination, etc...) ne peuvent pas être communiqués tels quels à la population et ont plutôt un caractère confidentiel. Ceux-ci seront fixés dans un protocole distinct, lequel sera annexé à la charte de sécurité.

3.6. Dans le cadre de l'accompagnement de la nouvelle approche en matière de ZIP, des projets-pilotes seront mis sur pied dans chaque province et le Comité directeur central élaborera, sur la base des expériences recueillies au sein des projets-pilotes, des projets de base pour les chartes de sécurité et les protocoles de coopération (répartition des tâches et coordination) à conclure entre les services de police générale. Les expériences acquises seront mises à la disposition de toutes les ZIP, projets-pilotes et autres.

3.7. La date escomptée pour l'acceptation des lignes de force par le conseil communal dans chaque ZIP est fixée au 1er mars 1997.

2.4. Telkens een provincie is afgehandeld, zal de Minister van Binnenlandse Zaken een beslissing voor die provincie nemen. Er dient dus niet gewacht op een globale oplossing voor alle provincies van het land.

De streefdatum voor de afbakening van alle IPZ is 1 maart 1996.

2.5. Gelet op de bijzondere situatie in het Brussels Gewest zullen de gemeenten van de Brusselse Agglomeratie thans niet in IPZ's worden ingedeeld. De samenwerking tussen de politiediensten zal er het voorwerp uitmaken van afzonderlijke protocollen.

3. Algemene opvatting van de werking van de algemene politiediensten in een IPZ; het veiligheidscharter

3.1. Het veiligheidscharter is het document waarin het veiligheidsbeleid voor een IPZ is vastgelegd en waarop de algemene werking binnen een IPZ steunt.

3.2. Het betreft één overeenkomst tussen de lokale bestuurlijke overheid, de lokale gerechtelijke overheid en de drie lokale algemene politiediensten en die volgende luiken bevat:

- * de algemene afspraken inzake het veiligheidsbeleid en de prioriteiten;
- * de particuliere problemen en prioriteiten voor welbepaalde terreingedeelten in de IPZ;
- * voor de IPZ's bestaande uit meerdere gemeenten, bevat het eveneens de particuliere problemen en prioriteiten per gemeente ervan;
- * de algemene afspraken inzake de taakverdeling en coördinatie tussen de drie algemene politiediensten;
- * de financieringsbeginselen inzake de uitvoering van het veiligheidscharter.

3.3. In iedere IPZ wordt een veiligheidscharter opgesteld door een lokaal vijfhoeksoverleg overeenkomstig de bepalingen van het KB van 10 april 95.

Het veiligheidscharter wordt periodiek in het lokaal vijfhoeksoverleg geëvalueerd en aan de nieuwe lokale noden en fenomenen aangepast.

3.4. Het veiligheidscharter van de IPZ wordt door de burgemeester aan de gemeenteraad medegedeeld en de krachtlijnen ervan moeten rekening houdend met de wettelijke bevoegdheidsverdeling - door de raad worden aanvaard. Eenmaal de krachtlijnen vastgelegd, zullen de repercussies van de uitvoering van het veiligheidscharter inzake de begroting, het personeel, de gemeentelijke reglementen van inwendig bestuur en de gemeentelijke politieverordeningen op het passend ogenblik aan de gemeenteraad ter goedkeuring moeten worden voorgesteld.

Het veiligheidscharter waarvan de krachtlijnen door de gemeenteraad werden goedgekeurd, wordt aan de bevolking ter kennis gebracht.

3.5. De gedetailleerde samenwerking tussen de algemene politiediensten.

De algemene afspraken inzake de taakverdeling en de coördinatie tussen de drie algemene politiediensten zijn een essentieel onderdeel van het veiligheidscharter (zie punt 3.2 hiervoor).

De concrete werkafspraken inzake samenwerking en coördinatie tussen de algemene politiediensten voor het invullen van het geheel van de basiscomponent (o.m. de regeling inzake de permanente interventie- en piekploegen, de gezamenlijke gecoördineerde acties, de informatie-uitwisseling, de periodiciteit van de coördinatievergaderingen enz...) kunnen niet zomaar aan het publiek worden medegedeeld en hebben dus eerder een vertrouwelijk karakter. Ze zullen het voorwerp uitmaken van een afzonderlijk protocol dat als bijlage bij het veiligheidscharter wordt gevoegd.

3.6. In het raam van de begeleiding van de nieuwe IPZ-aanpak zullen in iedere provincie pilootprojecten worden opgezet en zullen door de Centrale Stuurgroep, op grond van de ervaringen in de pilootprojecten, basisontwerpen inzake veiligheidscharters en samenwerkingsprotocollen (taakverdeling en coördinatie) tussen de algemene politiediensten worden uitgewerkt. De verworven ervaringen zullen aan alle IPZ's, pilootprojecten en andere, ter beschikking worden gesteld.

3.7. De streefdatum voor het aanvaarden van de krachtlijnen van het veiligheidscharter door de gemeenteraad in alle IPZ is 1 maart 1997.

4. Points particuliers au sujet du fonctionnement des ZIP

4.1. La répartition des tâches entre les services de police

Dans l'établissement des accords en matière de répartition des tâches entre les services de police générale, il faut tenir compte des besoins et phénomènes locaux. Chaque forme de collaboration dans une ZIP est admissible pour autant que les cinq partenaires de la concertation pentagonale parviennent à un consensus en la matière et que la fonction de police soit assurée en fonction des besoins de la communauté. L'annexe de l'OOP 13 et les directives complémentaires des autorités administratives et judiciaires peuvent fonctionner comme des lignes directrices générales.

4.2. Le subventionnement de la commune appartenant à une ZIP

Actuellement, les communes qui assurent un service de police à part entière ou qui ont apporté une contribution significative à l'augmentation de la sécurité, reçoivent des subsides de l'autorité fédérale.

Dans le cadre des moyens budgétaires disponibles, ces subsides sont maintenus. Le fait de collaborer avec d'autres partenaires dans un contexte ZIP ne porte nullement atteinte à ce principe.

En outre, les communes, ne recevant actuellement pas de subsides peuvent, via la ZIP, et pour autant qu'elles contribuent à assurer un service de police à part entière dans leur commune, également bénéficier de ces subsides.

D'ailleurs, la collaboration au sein et entre les ZIP remplacera à l'avenir la coopération policière intercommunale. Les nouvelles modalités et les dates d'entrées en vigueur des celles-ci seront communiquées par le biais d'une circulaire distincte.

5. Cette circulaire remplace ma circulaire du 6 avril 1995 relative au même objet.

Je vous prie, Madame, Monsieur le Gouverneur, de bien vouloir porter la présente circulaire et ses annexes à la connaissance des autorités et des services concernés.

Le Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE

Annexe 1

APPROCHE GENERALE DE LA DELIMITATION DES ZIP

1. Au niveau fédéral il est créé un Comité directeur central, composé:

- du Ministre de l'Intérieur ou son représentant (président)
 - d'un représentant du Ministre de la Justice;
 - de 4 membres (2 néerlandophones et 2 francophones) de la gendarmerie et de 4 membres de la police communale (2 néerlandophones et 2 francophones, désignés par la Commission permanente de la police communale);
 - un membre de la Police judiciaire près les parquets.
- Ce Comité directeur central a pour mission:
- de fixer les principes et les critères de la délimitation du territoire en ZIP;
 - de préciser la problématique de la police de quartier, de voisinage et de secteur;
 - d'accompagner l'approche entière, donner des conseils et élaborer des propositions alternatives au cas où, au niveau local ou provincial, un consensus n'est pas atteint;
 - de procurer aux Ministres de l'Intérieur et de la Justice un avis final en matière de délimitation des ZIP ainsi que sur les problèmes de collaboration.

à la demande du Ministre de l'Intérieur, donner un avis sur un problème spécifique.

2. Au niveau provincial, un Groupe de travail technique (GTTP) est créé, composé:

- du Gouverneur (président);
- de 8 membres de la gendarmerie et de la police communale, répartis comme suit:
 - * quatre membres du Comité directeur central (respectivement deux membres de la gendarmerie et deux de la police communale, faisant partie du Comité directeur central);

4. Bijzondere punten betreffende de werking in de IPZ

4.1. De taakafspraken tussen de politiediensten

Inzake de taakafspraken tussen de algemene politiediensten dient men zich te richten naar de lokale noden en fenomenen. Elke vorm van samenwerking in een IPZ is aanvaardbaar voor zover de vijf partners van het vijfhoeksoverleg daarover tot een consensus komen en de politiezorg gemeenschapsgericht wordt ingevuld. De bijlage aan de OOP 13 en aanvullende richtlijnen van bestuurlijke en gerechtelijke overheden kunnen fungeren als algemene richtbakens.

4.2. De subsidiëring van de gemeente van een IPZ

Actueel ontvangen de gemeenten die een volwaardige politiezorg verzekeren of een beduidende bijdrage hebben geleverd voor een verhoogde veiligheid, subsidies van de federale overheid.

Binnen het raam van de beschikbare budgettaire middelen blijven die subsidies behouden. Het feit dat binnen een IPZ-context met andere partners wordt samengewerkt doet hier geen afbreuk aan.

Meer nog, de gemeenten die thans geen subsidies genieten kunnen, via de IPZ en voorzover ze hun bijdrage leveren tot een volwaardige politiezorg voor hun gemeente, eveneens van die subsidies genieten.

Trouwens, in de toekomst zal de samenwerking binnen en tussen IPZ's, de intergemeentelijke politiesamenwerking vervangen. De nieuwe modaliteiten en data van inwerkingtreding hiervan zullen met een afzonderlijke circulaire worden verspreid.

5. Deze circulaire vervangt mijn circulaire van 6 april 1995 betreffende dezelfde materie.

Ik verzoek u erom, Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur, deze omzendbrief met bijlagen ter kennis te brengen van de betrokken overheden en diensten.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE

Bijlage 1

ALGEMENE AANPAK VOOR HET AFBAKENEN VAN DE IPZ

1. Op federaal niveau wordt een Centrale Stuurgroep opgericht bestaande uit:

- de Minister van Binnenlandse Zaken of zijn vertegenwoordiger: voorzitter;
 - een vertegenwoordiger van de Minister van Justitie;
 - 4 leden (2 Nederlandstaligen en 2 Franstaligen) van de rijkswacht en 4 leden van de gemeentepolitie (2 Nederlandstaligen en 2 Franstaligen, leden aangewezen door de Vaste Commissie voor de Gemeentepolitie);
 - een vertegenwoordiger van de Gerechtelijke Politie bij de parketten.
- De Centrale Stuurgroep heeft als opdracht:
- het bepalen van de principes en criteria voor het indelen van het grondgebied in IPZ's;
 - het verduidelijken van de problematiek buurt- of wijkwerking en sectorwerking;
 - heel de aanpak te begeleiden, raad te geven en alternatieve voorstellen uit te werken indien lokaal of provinciaal geen consensus wordt bereikt;
 - een eindadvies verschaffen inzake de IPZ-afbakening en samenwerkingsproblemen aan de Ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie;
 - op vraag van de Minister van Binnenlandse Zaken advies geven nopens kneelpunten.

2. Op het niveau provincie wordt een Provinciale Technische Werkgroep (PTW) opgericht bestaande uit:

- de Gouverneur, voorzitter;
- 8 leden van de rijkswacht en de gemeentepolitie als volgt:

* vier leden van de Centrale Stuurgroep (twee leden van respectievelijk de rijkswacht en de gemeentepolitie die deel uitmaken van de Centrale Stuurgroep);

* quatre membres de la province (respectivement deux membres de la police communale et deux de la gendarmerie);

- d'un représentant du Parquet Général;
- d'un représentant de la Police judiciaire près les parquets.

Ce Groupe de travail technique a pour mission:

- d'élaborer une proposition en matière de division de la province en ZIP, sur la base des principes et critères fixés par le Comité directeur central;

- de veiller à la cohérence de la délimitation de la province en ZIP.

3. Points particuliers

3.1. La Concertation pentagonale locale est composée:

- des bourgmestres des communes qui font partie de la ZIP;
- du Procureur du Roi;
- des représentants mandatés des trois services de police générale de la ZIP concernée.

3.2. La circonscription des brigades de gendarmerie et les actuels accords de coopération policière intercommunale.

La circonscription des brigades de gendarmerie et les accords de coopération policière intercommunale sont des données de fait dont il doit être tenu compte lors de l'élaboration des ZIP, mais qu'il ne faut pas considérer comme des données immuables. Elles doivent pouvoir être adaptées à la nouvelle conception sur la collaboration. Cela doit toutefois se faire avec la concertation nécessaire, sans précipitation d'un des partenaires dans les négociations.

3.3. Les effectifs à prendre en considération

Pour la gendarmerie, on partira de l'effectif organique des brigades territoriales concernées en date du 1er juin 1995.

Le Ministre de l'Intérieur donnera des directives au Commandant de la Gendarmerie afin que soit honoré au maximum cet effectif organique des brigades.

Pour la police communale, on partira soit de la norme de cadre minimale, soit du cadre organique lorsque celui-ci est supérieur à la norme de cadre minimale.

Les Gouverneurs veilleront, d'une part, à ce que les cadres organiques actuels qui dépassent la norme de cadre minimale ne soient pas réduits mais comblés au maximum et inciteront, d'autre part, les communes qui n'ont pas encore atteint la norme de cadre minimale à réaliser cette norme.

3.4. Un système IPOG dans les centraux 101.

Etant donné qu'un bon (et clair) accord de coopération contribue directement à l'objectivation et à la transparence dans l'attribution des appels (et enlève donc la méfiance qui règne entre les deux corps de police), l'Intérieur contribuera à l'installation d'un système IPOG dans les centraux 101 des ZIP, aussi bien pour l'installation des logiciels initiaux, que pour l'achat et le raccordement des PC des commissariats de police, et des brigades de gendarmerie, ainsi que leurs communications mutuelles. Les frais de fonctionnement restent toutefois à charge des services de police (commune ou gendarmerie).

Annexe 2

PRINCIPES ET CRITERES DE LA REPARTITION DU TERRITOIRE EN ZIP

I. PRINCIPES DE BASE

1. Dans chaque ZIP, les services de police doivent être en mesure d'assurer ensemble toutes les tâches de la composante de base.

2. Lors de la détermination des ZIP, il faut veiller à un ancrage communal aussi fort que possible.

3. Pour déterminer le ressort des ZIP, il doit être tenu compte des principes suivants:

- * se situer dans le ressort d'un même arrondissement judiciaire;
- * respecter au maximum les critères de police logiques et pertinents;
- * disposer d'un effectif suffisant pour assurer l'ensemble de la composante de base.

* vier leden uit de provincie (twee leden respectievelijk van de gemeentepolitie en de rijkswacht);

- een vertegenwoordiger van het Parket-Generaal.
- een vertegenwoordiger van de Gerechtelijke Politie bij de parketten.

De Provinciale Technische Werkgroep heeft als opdracht:

- op basis van de principes en criteria bepaald door de Centrale Stuurgroep, een voorstel inzake de indeling van de provincie in IPZ's op te stellen;

- de coherentie van de indeling van de provincie in IPZ's te bewaken.

3. Bijzondere punten.

3.1. Onder het lokale vijfhoeksoverleg worden verstaan:

- de burgermeesters van de gemeenten die deel uitmaken van de IPZ,
- de Procureur des Konings;
- de gemandateerde vertegenwoordigers van de drie algemene politiediensten van bedoelde IPZ

3.2. De omschrijving van de rijkswachtbrigades en de actuele intergemeentelijke samenwerkingsakkoorden.

De omschrijving van de rijkswachtbrigades en de intergemeentelijke samenwerkingsakkoorden zijn feitelijke gegevens waarmee bij de opbouw van IPZ's rekening dient te worden gehouden, doch ze dienen niet beschouwd als een onwrikbaar gegeven. In het licht van de nieuwe samenwerkingsvisie moeten ze kunnen worden aangepast. Dit moet evenwel met het nodige overleg gebeuren, zonder overhaasting van één van de partners in de onderhandelingen.

3.3. In aanmerking te nemen effectief.

Voor de rijkswacht zal worden uitgegaan het organiek effectief van de betrokken territoriale brigades zoals dit van toepassing is vanaf 1 juni 1995.

De Minister van Binnenlandse Zaken zal de Commandant van de Rijkswacht opdragen dit organiek effectief van de brigades maximaal te honoreren.

Voor de gemeentepolitie zal worden uitgegaan van hetzij de minimale kadernorm, hetzij het organiek kader indien dit de minimale kadernorm overstijgt.

De Gouverneurs zullen er enerzijds over waken dat de actuele organieke kaders die thans de minimale kadernorm overstijgen niet worden afgebouwd maar maximaal worden opgevuld en anderzijds de gemeenten die de minimale kadernorm nog niet bereiken ertoe aanzetten die te realiseren.

3.4. Een IPOG-systeem in de 101-centrales

Aangezien een goed en duidelijk samenwerkingsakkoord bijdraagt tot een objectivering en de transparantie van de toewijzing van de oproepen (en dus de onderlinge argwaan tussen de politiediensten wegwerkt), zal Binnenlandse Zaken bijdragen tot de installatie van een IPOG-systeem in de 101-centrales die de IPZ's ondersteunen, zowel voor de installatie van de initiële softwares, als voor de aankoop van PC's en de PC-aansluitingen voor de aangesloten politiecommissariaten en rijkswachtbrigades en voor hun onderlinge communicaties. De werkingskosten blijven evenwel ten laste van de politiediensten (gemeente of rijkswacht).

Bijlage 2

PRINCIPES EN CRITERIA VOOR DE INDELING VAN HET TERRITORIUM IN IPZ

I. BASISPRINCIPES

1. In iedere IPZ moeten de politiediensten samen alle taken van de basiscomponent kunnen vervullen.

2. Men moet bij het vastleggen van de IPZ streven naar een zo sterk mogelijke gemeentelijke verankering.

3. Bij het bepalen van de omschrijving van de IPZ moet men zich houden aan volgende principes:

- * binnen de omschrijving van één gerechtelijk arrondissement;
- * maximaal respecteren van logische en relevante politiecriteria,
- * voldoende effectief om de volledige basiscomponent te vervullen.

II. CRITERES COMPLEMENTAIRES

1. Seule la composante de base

La composition d'une ZIP vise exclusivement l'exécution des tâches de la composante de base.

2. Toutes les tâches de la composante de base d'une ZIP

Lors de la détermination d'une ZIP, il doit être tenu compte de toutes les tâches de la composante de base.

Il ne s'agit donc pas seulement des équipes permanentes d'intervention et de pointe mais également des autres tâches de la composante de base telles que l'accessibilité des services de police, les activités de patrouilles nécessaires, la fonction de recherche locale, le travail de quartier et le travail de secteur, les services de circulation routière et l'intégration des activités de police dans la politique de sécurité locale.

Afin d'évaluer ces tâches, on part dans un premier temps d'une analyse des problèmes locaux d'insécurité, ainsi que des attentes et des besoins de la population et non pas des effectifs présents de la police communale et de la gendarmerie.

3. Etendue et types de ZIP

3.1. Etendue

Compte tenu de l'ancrage local, la préférence doit être donnée à une ZIP par commune.

Si cela s'avère impossible, plusieurs communes doivent être regroupées.

A cet effet, il faut partir:

- * des critères de police logiques et pertinents;
- * de l'effectif nécessaire pour toutes les tâches de la composante de base;
- * des délais d'intervention raisonnables;
- * de l'élément nouveau et important, à savoir le fait que maintenant les deux services de police travaillent ensemble, alors qu'auparavant on ne visait que la collaboration au sein d'un même service de police.

Vu le contexte susmentionné, les limites actuelles des districts, brigades et des accords de coopération policière intercommunale sont des données de fait, et non des données immuables.

Les accords de coopération policière intercommunale sont pris en considération pour autant qu'après évaluation sur la base des points de départ susmentionnés, la police communale et la gendarmerie s'avèrent être en mesure d'exécuter ensemble toutes les tâches de la composante de base dans cette zone. Ainsi, l'accord sera modifié s'il ressort de l'évaluation que le ressort de la coopération policière intercommunale est trop grand ou devient inefficace.

Une commune ne peut être subdivisée en plusieurs ZIP, ni répartie entre plusieurs ZIP. Les communes qui relèvent de deux arrondissements judiciaires différents sont reprises dans l'un ou dans l'autre, sur base de critères de police logiques et pertinents.

3.2. Types de ZIP

3.2.1. Type « A »

Il s'agit de ZIP composées de communes où la police communale et la gendarmerie, sur base d'une répartition fonctionnelle des tâches, sont chacune en mesure d'exécuter de façon autonome et permanente les tâches de la composante de base qui leur sont dévolues, en ce compris la permanence 24/24 heures pour ce qui concerne les domaines fonctionnels convenus.

Comme dans la situation actuelle, l'appui mutuel entre les services de police reste d'application en cas de saturation ou d'événement spécial.

Hormis exceptions motivées, une ZIP de type A ne comprendra pas plus d'une commune.

3.2.2. Type « B »

Il s'agit d'une ZIP qui n'est pas du type « A ».

La composante de base y est dès lors assurée ensemble par la police communale et la gendarmerie sur base d'une répartition fonctionnelle des tâches. La permanence d'intervention (24/24 heures) est organisée en concertation entre le(s) service(s) de police communale et de la gendarmerie, sur base des effectifs disponibles. Cela concerne les équipes permanentes d'intervention et de pointe nécessaires dans la ZIP, éventuellement complétées par l'occupation des points de contact.

La permanence 24/24 heures peut s'organiser sur base d'une répartition dans le temps des rôles de permanence, mais non sur base d'une répartition du territoire.

II. AANVULLENDE CRITERIA

1. Enkel de basiscomponent

De samenstelling van de IPZ beoogt uitsluitend de uitvoering van de taken van de basiscomponent.

2. Alle taken van de basiscomponent van een IPZ

Bij het bepalen van de IPZ moet men rekening houden met alle taken van de basiscomponent.

Het betreft dus niet alleen de permanente interventie- en piekploegen, maar ook de andere taken van de basiscomponent zoals de toegankelijkheid van de politiediensten, de noodzakelijke patrouille-activiteiten, de lokale recherchefunctie, de wijkwerking en sectorwerking, de verkeersdiensten en de integratie van de politieactiviteiten in de lokaal bepaalde veiligheidspolitiek.

Om die te evalueren wordt in eerste instantie uitgegaan van de analyse van de lokale onveiligheidsproblemen en van de verwachtingen en de noden van de bevolking en dus niet van de aanwezige effectieven van de gemeentepolitie en de rijkswacht.

3. Omvang en types IPZ

3.1. Omvang

Gelet op de lokale verankering dient de voorkeur gegeven aan een IPZ voor één gemeente.

Indien dit niet mogelijk is, moeten meerdere gemeenten worden samengevoegd.

Daarbij wordt uitgegaan van:

- * logische en relevante politiecriteria;
- * het nodige effectief voor alle taken van de basiscomponent;
- * redelijke interventietermijnen;
- * het belangrijk nieuw element, te weten het feit dat thans wordt samengewerkt door de beide politiediensten, daar waar voorheen slechts een samenwerking binnen één politiedienst werd gevisieerd.

Gelet op bovengenoemde context zijn de actuele grenzen van de districten, brigades en intergemeentelijke samenwerkingsakkoorden feitelijke, doch geen onwrikbare gegevens.

De bestaande intergemeentelijke samenwerkingsakkoorden worden in aanmerking genomen voorzover, na evaluatie op basis van de bovengenoemde uitgangspunten, de gemeentepolitie en de rijkswacht samen alle taken van de basiscomponent in die zone zullen kunnen vervullen. Zo zal het akkoord worden gewijzigd wanneer uit de evaluatie blijkt dat de omschrijving van de intergemeentelijke samenwerking te groot is of onwerkbaar wordt.

Een gemeente, mag niet worden onderverdeeld in of over verschillende IPZ's. De gemeenten die behoren tot 2 verschillende gerechtelijke arrondissementen worden ingedeeld in het ene of de andere op basis van logische en relevante politiecriteria.

3.2. Types IPZ

3.2.1. Type A

Het betreft IPZ's bestaande uit gemeenten waar de gemeentepolitie en de rijkswacht, op basis van een functionele taakverdeling, elk in staat zijn autonoom en permanent de hun toegewezen taken van de basiscomponent uit te voeren, inbegrepen de 24-urenpermanentie voor het door hen afgesproken functionele taakdomein.

Zoals in de huidige situatie, blijft de wederzijdse steun behouden tussen de politiediensten in geval van saturatie of een bijzondere gebeurtenis.

Behoudens gemotiveerde uitzonderingen zal een IPZ type A niet meer dan één gemeente bevatten.

3.2.2. Type B

Een IPZ die niet behoort tot het type A.

De basiscomponent wordt er bijgevolg verzekerd door de gemeentepolitie en de rijkswacht samen op basis van een functionele taakverdeling maar waar de 24-urenpermanentie georganiseerd wordt in samenwerking tussen de gemeentepolitie(s) en de rijkswacht op grond van de beschikbare effectieven. Het betreffen de permanent noodzakelijke interventie- en piekploegen in de IPZ, eventueel aangevuld met de bezetting van de contactpunten.

De 24-urenpermanentie kan gebeuren op basis van een verdeling van de permanentiebeurten in de tijd, maar niet op grond van een verdeling van het territorium.

3.2.3 Remarque finale

L'attribution d'un territoire à un seul service de police est uniquement envisageable dans le cadre de la composante opérationnelle complémentaire (en ce compris une petite commune ou un hameau situé sur ce territoire).

4. La détermination des effectifs d'une ZIP

4.1. Fonctions de police à prendre en considération

Pour la détermination de l'effectif nécessaire d'une ZIP, les fonctions de police suivantes doivent être prises en considération: le commandement et la gestion, les points de contact, les équipes permanentes d'intervention et de pointe, le dispatching des équipes, les activités de recherches locales, les petits services d'ordre et de circulation locaux, le travail de quartier et le travail de secteur, la formation et les diverses tâches impératives et complémentaires (comme les témoignages, le transfert de détenus, la rédaction de P.V, la rédaction et la mise à jour de la documentation, etc ...)

4.2. Les directives complémentaires suivantes sont d'application :

4.2.1. Pour les équipes permanentes d'intervention et de pointe

Le nombre d'équipes permanentes d'intervention et de pointe dans une ZIP doit être déterminé sur base des appels d'intervention urgente en tenant compte d'une période de référence suffisamment longue (données statistiques).

Chaque ZIP devra, à cet effet, disposer au minimum d'une équipe permanente d'intervention.

4.2.2. Pour les points de contact

Le nombre, la localisation et les heures d'ouverture des points de contact sont déterminés en fonction des besoins locaux.

Trois types de points de contact peuvent être distingués:

* Point de contact/accueil (type 1)

Ce point de contact a pour but d'assurer l'accueil du citoyen.

* Point de contact/point de chute (type 2)

Il remplit les tâches du point de contact type 1 complétées par la fonction de point de chute pour les équipes d'intervention et de pointe (entre autres l'écrasement de personnes arrêtées ou d'ivrognes; la rédaction de P-V, endroit où un éthylomètre est disponible, etc ...).

Ce point de contact est ouvert 24/24 heures.

* Point de contact/dispatching (type 3)

Il s'agit d'un point de contact de type 2 qui assure aussi le dispatching des équipes sur le terrain.

Définition du dispatching

Un centre de communication (éventuellement un poste fixe) depuis lequel sont attribuées et commandées par voie radiophonique les missions des équipes permanentes d'intervention et de pointe.

Chaque commune d'une ZIP dispose au minimum d'un point de contact de type 1.

Les points de contact de types 2 et 3 peuvent être organisés de manière suprazonale et peuvent être occupés par du personnel mixte.

La nécessité d'un point de contact de type 2 dépend des besoins locaux (le nombre d'équipes d'intervention et de pointe, les données statistiques des activités des services rendus à la population, des activités propres aux équipes, etc...). Etant donné que les dispatchings sont coûteux aussi bien en matériel qu'en personnel, il faut vérifier préalablement à la création de nouveaux points de contact de type 3, s'il n'est pas possible de se raccorder à un dispatching existant de la police communale ou de la gendarmerie. Lorsque l'on se raccorde à un dispatching de la gendarmerie, ce dispatching peut être assuré de manière mixte en ce qui concerne le commandement des équipes (dispatcher de la gendarmerie et dispatcher de la police communale).

Si le dispatching n'est pas assuré de façon mixte, des accords en matière de direction des opérations sont conclus et consacrés dans des conventions comme prévu à l'article 8 de la loi sur la fonction de police. Ces conventions sont intégrées dans la charte de sécurité.

4.3. Effectif à prendre en compte

Gendarmerie

L'effectif organique des brigades territoriales en date du 1er juin 1995.

Police communale

Le cadre organique lorsque celui-ci est supérieur à la norme de cadre minimale. Dans les autres cas, la norme de cadre minimale (cf. AR du 9 mai 1994).

3.2.3. Slotbemerking

Toewijzing van een territorium aan één politiedienst is enkel denkbaar in het raam van de aanvullende operationele component (inclusief een kleine gemeente of een gehucht dat in dit gebied gelegen is).

4. Bepalen van het effectief van een IPZ

4.1. In aanmerking te nemen politiefuncties

Bij het bepalen van het noodzakelijk effectief van een IPZ dienen volgende politiefuncties in aanmerking te worden genomen: commando en beheer, de contactpunten, de permanente interventie-teams en piekploegen, de dispatching van de ploegen, de lokale rechercheactiviteiten, de kleine lokale ordediensten en verkeersdiensten, de wijkwerking en sectorwerking, het onderricht en de diverse imperatieve aanvullende taken (zoals getuigenissen, overbrengen van gevangenen, opstellen van processenverbaal, opstellen en bijhouden van documentatie, enz...).

4.2. Hierbij gelden volgende aanvullende richtlijnen:

4.2.1. Voor de permanente interventie- en piekploegen.

Het aantal permanente interventie- en piekploegen binnen een IPZ moet bepaald worden op grond van een voldoende lange referentieperiode (statistische gegevens) voor oproepen inzake dringende interventie.

In iedere IPZ moet er hiervoor evenwel minimum één permanente interventieploeg beschikbaar zijn.

4.2.2. Voor de contactpunten

Het aantal, de locatie en de openingsuren van de contactpunten worden vastgelegd in functie van de lokale noden.

Er kunnen drie types van contactpunten worden onderscheiden:

* Contactpunt/Onthaal (Type 1)

Dit contactpunt heeft tot doel het onthaal van de burger te verzekeren.

* Contactpunt/Terugvalbasis (Type 2)

Vervult de taken contactpunt type 1, aangevuld met de rol van terugvalbasis voor de interventie- en piekploegen (voor o.m. opsluiten van aangehouden of dronken persoon, het opstellen van een PV, waar een ademanalysetoestel beschikbaar is, enz...)

Dit contactpunt is 24 uur op 24 uur geopend.

* Contactpunt/Dispatching (Type 3)

Is een contactpunt type 2 dat ook de dispatching van de ploegen op het terrein verzekert.

Definitie dispatching

Is een communicatiecentrum (kan ook één vaste post zijn) van waaruit radiofonisch de toewijzing en de bevelvoering gebeurt van de opdrachten van de permanente interventie- en piekploegen.

Iedere gemeente van een IPZ bevat minimum één contactpunt type 1.

Contactpunten type 2 en 3 kunnen bovenzonaal georganiseerd en gemengd bezet worden.

De nood aan een contactpunt type 2 is afhankelijk van de lokale noden (het aantal interventie- en piekploegen, statistische gegevens zowel inzake activiteiten naar de bevolking toe als voor de ploegen, enz...). Aangezien dispatchings duur zijn zowel inzake materieel als personeel, dient, vooraleer nieuwe contactpunten type 3 op te richten, eerst te worden nagegaan of niet kan worden aangesloten op bestaande dispatchings van gemeentepolitie of rijkswacht. Wanneer aangesloten wordt op een dispatching van de rijkswacht kan die dispatching gemengd bemand worden wat het commando van de ploegen betreft (dispatcher van de rijkswacht en de gemeentepolitie).

Indien de dispatching niet gemengd wordt bemand, worden afspraken inzake de leiding van de operaties afgesloten en vastgelegd in overeenkomsten zoals voorzien in Art. 8 van de Wet op het Politieambt. Die overeenkomsten worden in het veiligheidscharter geïntegreerd.

4.3. In aanmerking te nemen effectief

Rijkswacht

Het organiek effectief van de territoriale brigades zoals dit van toepassing is vanaf 1 juni 1995.

Gemeentepolitie

Het organiek kader indien dit hoger is dan de minimale kadernorm. In de andere gevallen de minimale kadernorm (cfr. KB van 9 mei 1994).

III. OBSERVATIONS FINALES

1. Fonds de sécurité

Dans les limites des moyens budgétaires disponibles, les subsides en matière des dépenses pour le personnel, des frais de fonctionnement et de l'achat de matériel de police spécifique, octroyés par les autorités fédérales et régionales aux communes assurant un service de police à part entière, sont maintenus.

Le fait de collaborer avec d'autres partenaires dans un contexte ZIP ne porte nullement atteinte à ce principe.

Des actions spécifiques et des nouvelles initiatives de la gendarmerie et/ou de la police communale dans une ZIP et prévues dans la charte de sécurité, peuvent faire l'objet d'une subside locale, provenant entre autres des contrats de sécurité et de prévention.

2. Travail de quartier, travail de secteur et contractpolicing

Feront l'objet d'une directive ultérieure.

3. Accords en matière de répartition des tâches entre les services de police

Dans le domaine judiciaire, la répartition fonctionnelle des tâches concerne une répartition des tâches entre les trois services de police générale. Les interventions urgentes sont en principe réparties entre la police communale et la gendarmerie.

4. Données d'appui en matière de gestion

Les GTTP peuvent demander des données d'appui en matière de gestion et des données statistiques à la Section d'appui policier - SGAP.

5. Etudes mégadistricts gendarmerie

Dans le cadre des études en cours sur les mégadistricts, la gendarmerie tiendra compte des nouvelles ZIP pour la détermination des effectifs des brigades.

6. Test de faisabilité relatif aux effectifs dans une ZIP

Comme mentionné dans le point 4.3. des critères complémentaires, on partira, pour la détermination d'une ZIP, de l'effectif organique ou de la norme de cadre minimale. Dans la pratique des différences significatives peuvent apparaître en comparaison de l'effectif réel. Pour ces raisons, il y a lieu de vérifier, lors de la mise en place de la ZIP, si celle-ci est viable compte tenu de l'effectif réel.

Par effectif réel, il y a lieu d'entendre l'effectif réel y compris les engagements en ce qui concerne le recrutement ou la mise en place à court terme. Pour la police communale, l'effectif réel ne peut être inférieur à la norme de cadre minimale.

Pour la police communale sont également pris en considération les auxiliaires de police pour autant qu'ils accomplissent des tâches prévues dans la charte de sécurité.

Lorsque sur base du test de faisabilité, il apparaît que l'effectif de la ZIP est insuffisant, une nouvelle zone sera créée temporairement avec la zone limitrophe la plus indiquée.

ATTENTION : le test de faisabilité ne peut en aucun cas donner lieu à une nouvelle répartition du territoire en ZIP. Celles-ci sont déterminées sur base des effectifs organiques et de la norme de cadre minimale.

Le regroupement de ZIP, sur base du test de faisabilité en matière d'effectif, n'est qu'une mesure temporaire !

Annexe 3

DOCUMENT DE REFLEXIONVERS UN NOUVEAU FONCTIONNEMENT (UNE NOUVELLE COLLABORATION) DE LA POLICEINTRODUCTION

Le gouvernement fédéral a accompli ces dernières années de nombreux efforts dans le domaine policier pour en améliorer tant le fonctionnement que la collaboration. A juste titre d'ailleurs, car le problème de la sécurité est une matière importante qui concerne tous les citoyens.

Enumérer toutes les initiatives prises nous mènerait trop loin. Cependant je tiens à en citer quelques-unes ayant contribué directement à la recherche d'un nouveau fonctionnement des services de police.

III. SLOTBEMERKINGEN

1. Veiligheidsfondsen

Binnen het raam van de beschikbare budgettaire middelen blijven de subsidies inzake personeelsuitgaven, werkingskosten en aankopen van specifiek politiematerieel, toegekend door de federale en gewestelijke overheden aan de gemeenten die een volwaardige politiezorg verzekeren, behouden.

Het feit dat binnen een IPZ-context met andere partners wordt samengewerkt doet hier geen afbreuk aan.

Specifieke acties en nieuwe initiatieven van de rijkswacht en/of de gemeentepolitie in een IPZ en bepaald in het veiligheidscharter, kunnen het voorwerp uitmaken van een lokale subsidiëring, ondermeer afkomstig van de veiligheids- en preventiecontracten.

2. Wijkwerking, sectorwerking en contractpolicing

Zullen het voorwerp uitmaken van een navolgende richtlijn.

3. Taakafspraken tussen de politiediensten

In het gerechtelijk domein betreft de functionele taakverdeling een taakverdeling tussen de drie algemene politiediensten. De dringende interventies worden in principe verdeeld tussen de gemeentepolitie en rijkswacht.

4. Beleidsondersteunende gegevens

De PTW kunnen aan de Afdeling Politiebeleidsondersteuning - APSD beleidsondersteunende en statistische gegevens opvragen.

5. Studies megadistricten rijkswacht

De rijkswacht zal bij de nog lopende studies inzake de megadistricten inzake het te bepalen effectief in de brigades, rekening houden met de nieuwe IPZ's.

6. Haalbaarheidstest effectieven van een IPZ

Zoals in 4.3. van de aanvullende criteria aangegeven zal bij het bepalen van een IPZ worden uitgegaan van het organiek effectief of de minimale kadernorm. In de praktijk kunnen er relevante verschillen zijn met het werkelijk effectief. Om die reden dient bij het opstarten van een IPZ nagegaan in hoeverre de IPZ leefbaar is op basis van het werkelijk effectief.

Onder werkelijk effectief dient te worden verstaan het reële effectief, inclusief de engagementen qua recrutering of inplaatsstelling op korte termijn en mag voor de gemeentepolitie niet minder bedragen dan de minimale kadernorm.

Voor de gemeentepolitie worden eveneens de hulpagenten in aanmerking genomen voor zover zij taken uitvoeren die in het veiligheidscharter zijn opgenomen.

Indien op grond van een haalbaarheidstest, het effectief van een IPZ onvoldoende blijkt, zal tijdelijk met de meest aangewezen aanpalende IPZ één zone worden gevormd.

OPGELET : de haalbaarheidstest mag dus geen aanleiding geven tot een herindeling van het territorium in IPZ's. Die zijn bepaald op basis van de organieke effectieven en de minimale kadernorm.

Het samenvoegen van IPZ's op grond van de haalbaarheidstest inzake effectieven is slechts een tijdelijke maatregel !

Bijlage 3

REFLECTIEDOCUMENTNAAR EEN VERNIEUWDE (SAMEN)WERKING VAN DE POLITIEDIENSTENTER INLEIDING

De laatste jaren heeft de federale regering heel wat inspanningen geleverd in het domein van de politie om zowel de werking, als de samenwerking ervan te verbeteren. Terecht trouwens, want het veiligheidsdossier is een belangrijke aangelegenheid waar iedere burger bij betrokken is.

Alle genomen initiatieven vermelden zou ons te ver leiden, maar toch geven we enkele vernieuwingen die rechtstreeks bijgedragen hebben tot het zoeken naar een vernieuwde werking van de politiediensten.

En ce qui concerne la législation, il y a lieu de mentionner la Loi sur la Fonction de police du 5 août 1992 qui décrit, outre les devoirs et attributions des policiers, l'idée importante de la concertation pentagonale. Citons en outre la Loi du 18 juillet 1992 relative à la démilitarisation de la gendarmerie, par laquelle ce corps a été transféré de la Défense nationale à l'Intérieur et a pu se profiler pleinement comme service de police fédéral.

Il convient également d'évoquer toute une série de circulaires relatives à un meilleur fonctionnement et une meilleure collaboration entre les services de police (l'organisation des centres 101, la coordination de l'intervention de la police communale et de la gendarmerie, la coopération policière intercommunale, l'accueil des victimes etc...).

Les budgets dégagés dont ceux pour la mise en oeuvre des contrats de sécurité et de prévention, la norme minimale, ont permis de mettre en pratique les directives données. A cette même fin, un budget approprié a été prévu pour la gendarmerie.

Enfin la création du Secrétariat permanent à la Politique de Prévention, conçu comme élément d'appui des actions préventives, et du Service général d'appui policier ayant comme mission la contribution à terme à une meilleure collaboration et coordination des services de police générale et de leur politique en la matière.

Bien que beaucoup de chemin ait été parcouru, nous ne pouvons nier que des tensions et des imperfections existent encore sur le terrain. Il est nécessaire d'y apporter de la clarté pour que chacun soit placé sur le bon axe de réflexion quant au fonctionnement policier et la collaboration interpolice.

PREMIÈRES LOIS DE L'ELABORATION D'UN NOUVEAU FONCTIONNEMENT DES SERVICES DE POLICE

Si nous voulons arriver à un nouveau fonctionnement adéquat des services de police, il importe de formuler préalablement à son élaboration, des prémisses précises.

Un solide ancrage policier local constitue une première prémisse. La Belgique est traditionnellement un pays où la police est fortement décentralisée. Cette décentralisation ne doit pas seulement assurer une transmission rapide d'informations ainsi qu'une interaction entre les habitants d'une commune, les services de police et les autorités administratives, mais a également pour conséquence que le concept et l'approche décentralisés sont également de plus en plus présents, même à l'égard d'autres autorités policières et administratives qui n'ont pas un caractère local.

Cette décentralisation est symbolisée en la personne du bourgmestre, qui doit assumer un rôle important dans la problématique de la sécurité et qui doit continuer à l'exercer. Dans la concertation pentagonale, la position du bourgmestre constitue en effet une préoccupation importante pour ceux qui souhaitent une police démocratique et décentralisée. Pour ces motifs, le maintien de la police communale comme corps distinct est une condition indispensable, car sans un corps de police communale propre, le bourgmestre deviendrait rapidement le maillon le plus faible dans la concertation, ce qu'il faut absolument éviter.

Ce choix va donc clairement à l'encontre de l'idée d'une police unitaire.

Une police axée sur la communauté constitue la deuxième prémisse. La police ne peut pas être un instrument qui se situe au-dessus de la communauté qui a uniquement une fonction répressive et doctorale ou de contrôle. En étroite collaboration avec la population, la police veille à ce que les libertés et droits fondamentaux, stimulant une société moderne de manière positive, soient garantis en toute sécurité et dans un contexte de respect de l'ordre public. La communauté est à cet égard un partenaire, pas un adversaire. Il importe que tous les services de police adoptent cette nouvelle mentalité afin que la population y reconnaisse un signal clair et crédible, dont la démilitarisation de la gendarmerie est le témoin le plus clair.

La collaboration avec la population doit être complétée par une troisième prémisse, à savoir la nécessité pour la police de rendre compte. Le développement d'un service de police de qualité reste onéreux mais constitue néanmoins la préoccupation de nombreuses personnes. Pour beaucoup d'entre elles, il s'agit d'une composante essentielle de la tâche qui incombe aux autorités. Même si la tâche de la police est parfois ingrate, que l'on critique facilement mais aussi injustement, cela ne doit pas les empêcher de relever le défi de rendre effectivement des comptes. Ce devoir de justification sera d'autant plus stimulé que des objectifs précis seront fixés préalablement.

Inzake wetgeving dient de Wet op het Politieambt van 5 augustus 1992 te worden vermeld waarin, naast de plichten en bevoegdheden van de politieambtenaren, ook de belangrijke idee van het vijfhoeksoverleg is ingeschreven, en de Wet van 18 juli 1992 inzake de demilitarisering van de rijkswacht, waardoor dit corps van Landsverdediging naar Binnenlandse Zaken werd overgeheveld en zich volwaardig kon profileren als federale politiedienst.

Voorts dient verwezen naar een hele resem circulaires inzake betere werking en samenwerking van de politiediensten (organisatie centra 101, coördinatie optreden gemeentepolitie en rijkswacht, intergemeentelijke politiesamenwerking, slachtofferbejegening enz...).

Ook de middelen om de gegeven richtlijnen in praktijk te brengen werden in ruime mate ter beschikking gesteld via de veiligheids- en preventiecontracten, de minimale norm en een passende begroting voor de rijkswacht.

Tot slot is er de oprichting van het Vast Secretariaat voor het Preventiebeleid als steunelement van de preventieve acties en de Algemene Politiesteundiensdienst die op termijn moet bijdragen tot een betere samenwerking van de coördinatie tussen de algemene politiediensten als tot een betere coördinatie van het beleid.

Is er dus heel wat weg afgelegd, we kunnen niet ontkennen dat er nog spanningen en onduidelijkheden op het terrein zijn. Hierin dient duidelijkheid te worden geschapen en eenieder dient in de juiste denkrichting qua politiewerking en -samenwerking te worden geplaatst.

UITGANGSPUNTEN BIJ HET UITWERKEN VAN EEN VERNIEUWDE WERKING VAN DE POLITIEDIENSTEN

Willen we tot een passende vernieuwde politiewerking komen, is het belangrijk bij het uitstippelen ervan, vooraf duidelijke uitgangspunten te formuleren.

Als eerste uitgangspunt wordt uitgegaan van een sterke lokale verankering van de politiezorg. Traditioneel is België een land met een sterk gedecentraliseerde politie. Deze decentralisatie moet niet alleen instaan voor een vlugge informatiedoorstroming en wisselwerking tussen de bewoners van een gemeente, de politiediensten en de bestuurlijke overheden, maar heeft eveneens voor gevolg dat de gedecentraliseerde visie en aanpak ook t.a.v. andere niet-lokale politie- en bestuurlijke overheden steeds meer aan bod komt.

Deze decentralisatie wordt gesymboliseerd in de figuur van de burgemeester die een belangrijke rol in de veiligheidsproblematiek moet spelen en dit ook moet blijven doen. Met name in het vijfhoeksoverleg is de positie van de burgemeester een belangrijke bekommernis voor wie een democratische en gedecentraliseerde politiezorg beoogt. Daarom is het behoud van de gemeentepolitie als afzonderlijk corps een noodzakelijke voorwaarde. Want zonder een eigen gemeentepolitie wordt de burgemeester al vlug de zwakste schakel in het overleg, wat absoluut dient te worden vermeden.

Deze keuze gaat dus duidelijk in tegen het idee van een eenheidspolitie.

Als tweede uitgangspunt geldt het streven naar een gemeenschapsgerichte politie. De politie mag geen instrument zijn dat boven de gemeenschap staat, dat enkel repressief is en belerend of controlerend optreedt. De politiediensten moet er samen met de bevolking over waken dat de fundamentele rechten en vrijheden, die een moderne maatschappij op een positieve manier moeten stimuleren, gewaarborgd worden in alle veiligheid en in een context van respect voor de openbare orde. De gemeenschap is daarbij een partner, geen tegenstander. Het is belangrijk dat alle politiediensten t.a.v. de bevolking deze nieuwe mentaliteit - waarvoor de demilitarisering van de rijkswacht het duidelijkste signaal is - een geloofwaardige en herkenbare inhoud geven.

De samenwerking met de bevolking moet aangevuld worden met een derde uitgangspunt, met name de noodzaak van de politie om verantwoording af te leggen. Het uitbouwen van een kwalitatieve politiezorg kost veel geld en is de bekommernis van veel mensen. Voor niet weinigen is het een essentieel onderdeel van de overheidstaak. Is de politietask niet altijd een dankbaar werk, gemakkelijk en goedkoop bekritisbaar, dit mag de politiediensten niet beletten dat periodiek de uitdaging wordt aangegaan om effectief verantwoording af te leggen. Deze verantwoordingsplicht wordt des te meer gestimuleerd indien vooraf duidelijke doelstellingen worden vastgelegd.

Outre le devoir des services de police de rendre compte quotidiennement aux autorités de police, celles-ci et les services de police doivent déterminer périodiquement, les objectifs à atteindre en matière de la politique de sécurité, ainsi que la manière de les réaliser. doivent également être décrits dans la charte de sécurité.

Ceci se fera lors de la concertation pentagonale locale; les conclusions doivent également être décrites dans la charte de sécurité devant d'ailleurs être communiquée à la population.

Une quatrième prémisse est l'abandon de l'idée qu'un des services de police ne joue qu'un rôle subsidiaire à l'autre, avec pour conséquence qu'une bonne partie de l'effectif disponible de la gendarmerie se retrouve cantonné dans ses casernes. Les deux services de police doivent engager un maximum de leur personnel sur la voie publique, pour être en contact avec le public et assurer la protection du citoyen. Ceci est une nécessité qui concerne l'ensemble du territoire, dans les grandes agglomérations et les villes, car en ces lieux l'insécurité est très importante. C'est la raison pour laquelle tous les moyens policiers disponibles, aussi bien ceux de la police communale que de la gendarmerie, doivent y être engagés pour assurer la sécurité.

La cinquième prémisse découle des précédentes. Les quatre premières ne peuvent être réalisées que si l'on procède à une répartition non équivoque des tâches, à une coordination plus poussée et à une meilleure transmission, c.à.d. plus développée, de l'information. Le choix en faveur de plusieurs corps de police, devant rendre compte à la communauté, est a priori vide de sens si aucune collaboration plus poussée n'est possible.

En résumé, cela signifie donc:

1. le maintien de plusieurs corps de police en vue d'un ancrage communal fort et d'un rôle-pivot pour le bourgmestre;
2. la police doit être une police de la communauté qui fait partie intégrante de celle-ci et non un organe de contrôle extérieur;
3. la police a un devoir de justification, ce qui implique également que des objectifs clairs doivent être formulés au préalable;
4. l'engagement maximum de fonctionnaires de police des deux services de police sur la voie publique implique l'abandon de l'idée de la subsidiarité d'un corps vis-à-vis de l'autre. Priorité doit être donnée à l'idée de 'partnership';
5. ces quatre prémisses ne sont possibles que moyennant une répartition des tâches et une collaboration plus poussées.

Ces prémisses doivent faciliter, et même encourager, un développement dynamique et social du concept d'ordre public et des droits et libertés des autorités dans leur ensemble.

LIGNES DE FORCE DU NOUVEAU FONCTIONNEMENT DE POLICE

Le nouveau fonctionnement de la police doit être basé et structuré en fonction de la réalité policière "actuelle" dans notre pays et doit être lié aux conceptions usuelles en matière de travail de police. Ceci nous amène aux grandes lignes de force suivantes:

1. Les deux services de police, tant la police communale que la gendarmerie, doivent, dans le cadre d'une répartition des tâches fixée préalablement, exécuter leurs missions de police dans un cadre de travail orienté vers la population.

Les deux services de police exercent les tâches qui leur sont prioritairement confiées selon la philosophie du "community policing", mieux connue dans notre pays sous l'appellation de "fonction de police de base". Ce concept ne sous-entend pas une sélection des tâches mais bien une philosophie d'exécution policière des tâches orientée vers la population.

Chaque service de police doit s'adapter à cette nouvelle philosophie.

La répartition des tâches se fera sur base d'une directive générale des Ministres de l'Intérieur et de la Justice, qui devra toutefois être complétée en fonction des besoins et de la réalité existant au plan local (cf. infra: la charte de la sécurité).

Le point de départ de cette directive est l'actuelle circulaire OOP 13 qui sera rectifiée, adaptée et complétée en ce qui concerne les tâches de la police judiciaire en concertation avec le commandement de la gendarmerie, la Commission permanente de la Police communale et le Commissariat de la police judiciaire.

En ce qui concerne le travail ordinaire, quotidien de police, appelé composante de base, la répartition des tâches s'effectue principalement entre la gendarmerie et la police communale.

Nast de dagdagelijkse verantwoording die de politiediensten dienen af te leggen aan hun politieoverheden moeten de politieoverheden en de politiediensten ook periodiek de doelstellingen omschrijven die zij zich inzake het veiligheidsbeleid stellen en op welke wijze zij dit zullen realiseren:

Dit doen ze in een lokaal vijfhoekoverleg en verwoorden hun besluiten in een veiligheidscharter dat trouwens aan de bevolking ter kennis dient gebracht.

Een vierde uitgangspunt is dat we moeten afstappen van de idee dat de ene politiedienst slechts een aanvulling is van de andere, waardoor o.m. een gedeelte van het beschikbare effectief van de rijkswacht in de kazernes zou worden teruggedrongen. Beide politiediensten moeten maximaal personeel op de straat inzetten in contact met en voor de bescherming van de burger. Dit is overal een noodzaak, ook in de grote agglomeraties en de steden, omdat de onveiligheid op die plaatsen het grootst is en dus alle beschikbare politieke middelen, zowel die van de gemeentepolitie als die van de rijkswacht, er moeten worden ingezet om er de veiligheid te verzekeren.

Het vijfde uitgangspunt is afgeleid uit de vorige. De eerste vier uitgangspunten kunnen alleen maar gerealiseerd worden als werk wordt gemaakt van een sluitende taakverdeling, een doorgedreven coördinatie en een veel beter uitgebouwde informatiedoorstroming. De keuze voor meerdere politiekorpsen, die gemeenschapsgericht verantwoord worden afgelegd, is a priori zinloos indien geen doorgedreven samenwerking mogelijk is.

Samenvattend betekent dit dus:

1. het behoud van de meerdere politiekorpsen met het oog op een sterke gemeentelijke verankering en een spilrol voor de burgemeester;
2. de politie moet een gemeenschapspolitie zijn, die een integrerend deel is van de gemeenschap en geen controleorgaan van buitenaf;
3. de politie heeft een verantwoordingsplicht, wat ook impliceert dat vooraf duidelijke doelstellingen worden geformuleerd;
4. maximale inzet van politieambtenaren van beide politiediensten op de straat, wat impliceert dat afgestapt wordt van de idee van de subsidiariteit van het ene korps aan het andere; de voorkeur dient gegeven aan de idee "partnership";
5. deze vier uitgangspunten zijn slechts mogelijk mits een doorgedreven taakverdeling en samenwerking.

Deze uitgangspunten moeten een dynamische en sociaal ingevulde ontwikkeling van het begrip openbare orde en van de rechten en vrijheden van de overheid in haar geheel, vergemakkelijken, zelfs stimuleren.

KRACHTLIJNEN VAN DE VERNIEUWDE POLITIEWERKING

De vernieuwde politiewerking moet gebaseerd en gestructureerd zijn op grond van de "actuele" realiteit van het politiewezen in België, gekoppeld aan de gangbare opvattingen nopens het politiewerk. Dit brengt ons tot volgende grote krachtlijnen:

1. Beide politiediensten, zowel de gemeentepolitie als de rijkswacht, moeten binnen het raam van een vooraf bepaalde taakverdeling, hun politietaken uitvoeren binnen een bevolkingsgericht werkkader.

De beide politiediensten voeren de hen prioritair toegewezen taken uit in de geest van de filosofie van community policing, in ons land vooral gekend onder de benaming "gemeenschapspolitie". Dit concept houdt in zich geen taaktoedeling in, maar is gericht op een bevolkingsgerichte politieke taakuitvoering.

Iedere politiedienst moet in die richting werken.

De taakverdeling zal geschieden op grond van een algemene richtlijn uitgaande van de Ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie, doch lokaal in te vullen in functie van de plaatselijke noden en werkelijkheid (zie verder: het veiligheidscharter).

Het uitgangspunt van die richtlijn is de actuele OOP 13, die zal worden bijgestuurd, aangepast en vervolledigd met de taken van de gerechtelijke politie, in samenspraak met het commando van de rijkswacht, de Vaste Commissie voor de Gemeentepolitie en het Commissariaat-generaal van de Gerechtelijke Politie.

Voor het gewone dagelijkse politiewerk, basiscomponent genoemd, gaat het hoofdzakelijk om een taakverdeling tussen rijkswacht en de gemeentepolitie.

Etant donné que la population locale occupe dans cette approche une place prépondérante, il est évident que, pour ce qui concerne cette répartition des tâches entre la police communale et la gendarmerie, deux points sont primordiaux, à savoir:

* il s'agit par essence de la fonction de police polyvalente, déspecialisée au niveau d'exécution local;

* agir ensemble pour une même population implique une approche d'équipe, dans laquelle l'information à l'occasion d'initiatives importantes doit être préalable et réciproque.

Afin de soutenir pleinement ce concept d'orientation vers la population, il faudra se préoccuper de la revalorisation et de la mise en place effective du travail de secteur et de quartier.

Pour les Ministres de l'Intérieur et de la Justice, les phénomènes supra-locaux, fédéraux et internationaux prioritaires doivent être abordés par la gendarmerie.

Pour de plus amples informations au sujet des conceptions précitées: cf. suite 1 à l'annexe 3 - « Concept pour un nouveau fonctionnement de la police d'aujourd'hui ».

2. Cette nouvelle collaboration policière doit être réalisée dans des "zones interpolice".

Il s'agit de zones de police, composées d'une ou de plusieurs communes dans lesquelles les deux services de police peuvent assurer ensemble et intégralement la composante de base du service de police.

Le Ministre de l'Intérieur fixera, en concertation avec le Ministre de la Justice, les zones interpolice.

3. Dans chaque ZIP une charte de la sécurité est établie par une concertation pentagonale locale, conformément aux dispositions de l'A.R. du 10 avril 1995.

La charte de sécurité est une convention entre l'autorité administrative locale, l'autorité judiciaire locale et les trois services de police générale, qui comporte les volets suivants:

* les accords généraux relatifs à la politique de sécurité et aux priorités;

* les problèmes particuliers et les priorités pour certaines parties bien déterminées du terrain de la ZIP; pour les ZIP composées de plusieurs communes, les problèmes et les priorités de chaque commune;

* les accords généraux en matière de répartition des tâches et de coordination entre les trois services de police générale;

* les principes de financement relatifs à la réalisation de la charte de sécurité.

Des actions spécifiques ainsi que de nouvelles initiatives de la gendarmerie et/ou de la police communale dans une ZIP et prévues dans la charte de sécurité, peuvent faire l'objet d'une subvention locale, entre autres par le biais des contrats de sécurité et de prévention.

Dans le cadre des moyens budgétaires disponibles, les subsides en matières des dépenses pour le personnel, des frais de fonctionnement et de l'achat de matériel de police spécifique, octroyés par les autorités fédérales et régionales aux communes assurant un service de police à part entière sont maintenus.

Le fait de collaborer avec d'autres partenaires dans un contexte ZIP ne porte nullement atteinte à ce principe.

La charte de sécurité est évaluée périodiquement en concertation pentagonale et est adaptée aux besoins et phénomènes locaux.

4. Les centraux 101 doivent être bien aménagés et être tous équipés d'un système assisté par ordinateur d'attribution automatique des appels entrants (système IPOG).

Les accords généraux en matière de répartition des tâches et de coordination entre les trois services de police générale constituent une partie essentielle de la charte de sécurité (voir 3 ci-dessus).

Les accords de travail concrets en matière de collaboration et de coordination entre les services de police générale pour la réalisation de toute la composante de base (e.a. l'organisation en matière d'équipes d'intervention et de pointe, d'actions communes coordonnées, d'échange d'informations, de périodicité des réunions de coordination, etc.) ne peuvent pas être communiqués tels quels à la population et ont plutôt un caractère confidentiel. Ceux-ci seront fixés dans un protocole distinct, lequel sera annexé à la charte de sécurité.

Les centraux 101 attribuent les appels sur base des protocoles d'accord (à terme tous assistés par système IPOG), sauf:

- s'il s'agit d'une intervention urgente et si le service de police prioritaire ne peut pas y donner suite en temps utile (le service 101 le vérifie donc !);

Aargezien de lokale bevolking in deze benadering centraal staat is het duidelijk dat, wat die taakverdeling gemeentepolitie-rijkswacht betreft, twee belangrijke punten centraal staan en die zijn:

* het betreft in essentie de polyvalente, gespecialiseerde politiefunctie op het lokale uitvoeringsniveau;

* samen optreden voor dezelfde bevolking impliceert een teambenadering, waarbij voorafgaandelijke wederzijdse informatie van beduidende initiatieven een noodzaak is.

Om de bevolkingsgerichte aanpak volledig te ondersteunen zal werk worden gemaakt van de herwaardering en het daadwerkelijk inplaatsstellen van de wijk- en sectorwerking.

Voor de Ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie, worden de bovenlokale, federale en internationale prioritaire fenomenen door de rijkswacht en de gerechtelijke politie aangepakt.

Voor nadere toelichting bij bovengenoemde opvattingen: zie bijlage 1 - « Concepten voor een vernieuwde politiewerking vandaag ».

2. Deze nieuwe politiesamenwerking moet gerealiseerd worden in het kader van "interpolitiezones".

Het betreffen politionele zones, bestaande uit één of meerdere gemeenten waarbinnen de algemene politiediensten samen de politiezorg verzekeren.

De Minister van Binnenlandse Zaken zal, in overleg met de Minister van Justitie, de interpolitiezones vastleggen.

3. In iedere IPZ wordt een veiligheidscharter opgesteld door een lokaal vijfhoeksoverleg overeenkomstig de bepalingen van het KB van 10 april 1995.

Het veiligheidscharter is één overeenkomst tussen de lokale bestuurlijke overheid, de lokale gerechtelijke overheid en de drie lokale algemene politiediensten en die volgende luiken bevat:

* de algemene afspraken inzake het veiligheidsbeleid en de prioriteiten;

* de particuliere problemen en prioriteiten voor welbepaalde terreingedeelten in de IPZ, voor de IPZ's bestaande uit meerdere gemeenten, de particuliere problemen en prioriteiten per gemeente ervan;

* de algemene afspraken inzake de taakverdeling en coördinatie tussen de drie algemene politiediensten;

* de financieringsbeginselen inzake de uitvoering van het veiligheidscharter.

Specifieke acties en nieuwe initiatieven van de rijkswacht en/of de gemeentepolitie in een IPZ en bepaald in het veiligheidscharter kunnen het voorwerp uitmaken van een lokale subsidiëring, onder meer afkomstig van de veiligheids- en preventiecontracten.

Binnen het raam van de beschikbare budgettaire middelen blijven de subsidies inzake personeelsuitgaven, werkingskosten en aankopen van specifiek politiematerieel, toegekend door de federale en gewestelijke overheden aan de gemeenten die een volwaardige politiezorg verzekeren, behouden.

Het feit dat binnen een IPZ-context met andere partners wordt samengewerkt doet hier geen afbreuk aan.

Het veiligheidscharter wordt periodiek in het lokaal vijfhoeksoverleg geëvalueerd en aan de nieuwe lokale noden en fenomenen aangepast.

4. De 101-centrales moeten goed worden uitgebouwd en moeten allen uitgerust worden met een computerondersteund systeem van automatische toewijzing van de binnenkomende oproepen (IPOG-systeem).

De algemene afspraken inzake de taakverdeling en de coördinatie tussen de drie algemene politiediensten zijn een essentieel onderdeel van het veiligheidscharter (zie punt 3 hiervoor).

De concrete werkafspraken inzake samenwerking en coördinatie tussen de algemene politiediensten voor het invullen van het geheel van de basiscomponent (o.m. de regeling inzake de permanente interventie- en piekploegen, de gezamenlijke gecoördineerde acties, de informatie-uitwisseling, de periodiciteit van de coördinatievergaderingen enz.) kunnen niet zomaar aan het publiek worden medegedeeld en hebben dus eerder een vertrouwelijk karakter. Ze zullen het voorwerp uitmaken van een afzonderlijk protocol dat als bijlage bij het veiligheidscharter wordt gevoegd.

De 101-centrales wijzen de oproepen toe op basis van de afspraken van de protocolakkoorden (op termijn allen informatica-ondersteund door IPOG), tenzij:

- het om een dringende interventie gaat en de prioritaire politiedienst hier niet tijdig gevolg kan aan geven (101 gaat dit dus na !);

- si l'appelant indique une préférence et si le service de police requis peut agir rapidement.

Hormis des accords locaux précis, on agira, lors d'un appel téléphonique direct à un service de police, de la même façon que pour ceux adressés aux centraux 101.

On entend par intervention urgente :

- l'aide à une personne en danger ou en danger imminent;
- la prise des premières mesures en cas de situation dangereuse, d'obstacle sur la voie publique, de flagrant délit ou de recherches urgentes faisant directement suite à un délit;
- la sauvegarde des traces en cas de délits.

Dans le cadre d'une bonne politique orientée sur le service au client, les déclarations et les plaintes peuvent être enregistrées dans les points de contact des deux services de police. S'il apparaît qu'il s'agit d'une tâche qui incombe à l'autre service de police, elle lui est transmise pour disposition et suite voulue et le réclamant/plaignant en est informé.

5. Cette nouvelle conception du fonctionnement de la police en Belgique ne peut pas être une énième directive que chacun peut appliquer à sa guise.

Pour sa réalisation, il sera fixé un délai.

Dans ce contexte, le Ministre de l'Intérieur attire l'attention sur l'obligation qui incombe à chaque commune d'apporter sa contribution à la sécurité de ses propres citoyens et de libérer les moyens financiers nécessaires à cette fin.

Le Ministre de l'Intérieur pense à cet égard en particulier à la norme minimale en matière d'effectif de police dans chaque commune.

6. La réalisation du nouveau fonctionnement de police implique les mesures suivantes:

* Assurer le fonctionnement à court terme de la Commission provinciale de concertation et de coordination, visé à l'article 229 de la nouvelle loi communale;

* Adapter et modifier la circulaire OOP 13 et la compléter par les tâches de police judiciaire;

* Adapter la POL 47 au vu de la nouvelle collaboration et de la nécessité de conclure des accords de coopération au sein des ZIP nouvellement créées.

* Mettre à la disposition de tous les centres-101 des moyens nécessaires pour installer réellement le système IPOG; adapter ce système aux accords locaux et en assurer son fonctionnement;

* Inciter la collaboration entre la police communale et la gendarmerie en chargeant le SGAP d'une première démarche visant à élaborer une formation commune.

Les Ministres de l'Intérieur et de la Justice contrôleront en outre l'ensemble du concept par une politique contraignante des moyens, en vue d'éviter des redondances coûteuses et des investissements non rentables.

Suite 1 à l'annexe 3

Concept pour un nouveau fonctionnement de la police d'aujourd'hui

La collaboration doit être structurée sur la base de la réalité "actuelle" du travail de police à savoir:

- la philosophie de la "community policing" ou "la fonction de police de base" et

- les deux principales composantes opérationnelles que nécessite le travail de police et qui sont: une composante de base qui effectue le travail ordinaire de police et une composante additionnelle qui fait tout le reste.

1. Il y a tout d'abord la philosophie de la "community policing" ou de la fonction de police de base. Il s'agit d'un concept d'exécution policière des tâches orienté vers la population, qui ne constitue pas le droit ou l'apanage d'un des services de police. Chaque service de police doit travailler dans cette direction.

On pourrait définir le concept comme suit:

"La Fonction de police de base est une vision, une philosophie ou un concept, relatif à l'approche et à l'exécution policière des tâches qui est essentiellement axé sur les sentiments et les problèmes d'insécurité de la population dans un territoire donné et qui se traduit par une police visible, accessible et abordable, qui a pour but de résoudre les problèmes d'insécurité en concertation avec les autorités locales et la population ainsi qu'avec toutes les autres instances ou organisations qui peuvent y contribuer.

- de oeproeper een voorkeur aangeeft en de gevraagde politiedienst snel kan ageren.

Behoudens precieze lokale afspraken wordt, in het geval van een telefonische oproep die rechtstreeks aan een politiedienst wordt gericht, op dezelfde wijze gehandeld als voor oproepen gericht aan de 101-centrales.

Onder dringende interventie wordt verstaan :

- hulp bieden aan een persoon in gevaar of nakende gevaar,
- het nemen van de eerste maatregelen bij een gevaarlijke situatie, een hindernis op de openbare weg, een geval van betrapping op heterdaad of de dringende opsporingen als rechtstreeks gevolg van een misdrijf;
- het bewaren van de sporen bij misdrijven.

In het raam van een goede service- en klantgerichtheid, kunnen aangiften en klachten in de contactpunten door ieder van de twee politiediensten worden opgenomen. Indien blijkt dat het een taak betreft die aan de andere politie toebehoort wordt ze aan die voor verdere afhandeling gezonden en de aangever/klager wordt daarvan inlicht.

5. Deze vernieuwde opvatting van de politiewerking in België mag geen zoveelste richtlijn worden die ieder naar eigen goeddunken zomaar toepast.

Voor de realisatie ervan zal een termijn worden bepaald.

In die context wijst de Minister van Binnenlandse Zaken op de verplichting van iedere gemeente haar deel bij te dragen tot de veiligheid van de eigen burgers en hiervoor de nodige financiële middelen vrij te maken.

De Minister van Binnenlandse Zaken denkt hierbij in het bijzonder aan de minimale norm qua politiebezetting in iedere gemeente.

6. De realisatie van de vernieuwde politiesamenwerking impliceert volgende maatregelen:

* Het oprichten op korte termijn van de Provinciale Overleg- en Coördinatiecommissies, bedoeld bij Art 229 van de Nieuwe Gemeentewet.

* De OOP 13 bij te sturen, aan te passen en te vervolledigen met de taken van gerechtelijke politie.

* De Pol 47-aan te passen in het licht van de vernieuwde samenwerking en de vereiste binnen de nieuw gecreëerde IPZ's samenwerkingsakkoorden af te sluiten.

* De nodige middelen ter beschikking te stellen om in alle centra 101 het IPOG-systeem daadwerkelijk te installeren, het aan de lokale akkoorden aan te passen en de werking ervan te verzekeren.

* De samenwerking tussen de gemeentepolitie en de rijkswacht te bevorderen door APSD opdracht te geven een eerste aanzet tot gemeenschappelijke vorming uit te werken.

De Ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie zullen daarenboven heel het concept bewaken via een stringente middelenpolitiek met het oog op het vermijden van dure redundancies en niet-rendabele investeringen.

Aanhangsel 1 bij bijlage 3

Concepten voor een vernieuwde politiewerking vandaag

De samenwerking moet gestructureerd worden op grond van de "actuele" realiteit van het politiewerk te weten:

- de filosofie van "community policing" of "gemeenschapspolitiezorg" en

- de twee belangrijke operationele componenten die men bij het politiewerk nodig heeft en die twee zijn: een basiscomponent die het gewone politiewerk doet en een aanvullende component die al de rest doet.

1. Vooreerst is er de filosofie van community policing of de gemeenschapspolitiezorg. Het gaat om een concept van een bevolkingsgerichte politieke taakuitvoering die niet het recht of voorrecht is van één van de politiediensten. Iedere politiedienst moet in die richting werken.

Men zou het begrip als volgt kunnen omschrijven:

"Gemeenschapspolitiezorg is een visie, een filosofie of concept, nopens de politieke taakbenadering en uitvoering die essentieel afgestemd is op de onveiligheidsgevoelens en -problemen van de bevolking binnen een bepaald territorium door een zichtbare, aanspreekbare en contacteerbare politie, die tot doel heeft de onveiligheidsproblemen op te lossen in overleg met de lokale overheden en bevolking en alle andere instanties of organisaties die daar kunnen toe bijdragen.

Elle requiert de la part de la police une orientation externe (orientation vers le client) et un souci de qualité, et de la part de la population, une disponibilité à collaborer avec la police et une confiance (rétablie) en celle-ci. »

Le concept n'est donc pas directement lié au niveau, mais plutôt lié au problème.

C'est une approche de résolution des problèmes.

La Fonction de police de base est donc étroitement liée aux sentiments et aux problèmes locaux d'insécurité de la population et permet d'y réagir, d'obtenir la collaboration de la population et même de la responsabiliser quelque peu. La collaboration mutuelle entre la population et les services de police ne résiste toutefois que si la population éprouve un "return positif", ce qui présente également un intérêt essentiel pour retrouver la confiance dans la police. De là, la nécessité pour les services de police de dispenser un service de "qualité" et d'une justification des actions entreprises (accountability).

Faut-il encore le préciser: des concepts comme le travail de secteur et de quartier y ont également leur place. Ceux-ci feront l'objet d'un document subséquent.

2. Le service total de police est réalisé par deux composantes opérationnelles importantes.

Le travail ordinaire de police, sur la base d'une permanence 24 heures sur 24 à part entière (équipes d'intervention et de pointe), de points de contact et d'une police de base moderne (la philosophie de la fonction de police de base), constitue la composante de base et est assurément la pierre angulaire d'un système de police. Cette pierre angulaire doit, compte tenu du prix (en particulier des permanences) d'une part et de l'approche de la community policing d'autre part, être implantée à une échelle adéquate. Il faut trouver ici un équilibre approprié.

Cette pierre angulaire a toutefois aussi ses limites. Une composante additionnelle est donc nécessaire, et est basée sur les critères suivants:

- la complexité des phénomènes (connaissance spécialisée, multidisciplinité, documentation);
 - la mobilité des auteurs (supra-locale/internationale, documentation, possibilités d'action);
 - la criminalité organisée (supra-locale, connaissance spécialisée et moyens, documentation, possibilités d'action);
 - la technicité et le coût des moyens à mettre en oeuvre (connaissance spécialisée, moyens importants, budget);
 - la dimension du problème (supra-locale/internationale, coordination, moyens d'action);
 - le besoin d'une réserve pour:
 - des événements ou des manifestations de grande ampleur qui dépassent le volume normal des tâches;
 - des surcroûts de travail occasionnels et temporaires (événements de longue durée, surcharge temporaire, phénomène exceptionnel, etc.).
- Cette composante suppose l'existence d'unités ou de services spéciaux ou spécialisés qui doivent être implantés à un niveau opérationnel approprié et justifiés dans un rapport coûts/rentabilité. La mise en oeuvre de la police judiciaire doit être située dans ce contexte.

3. La composante de base comporte deux tâches principales:

- une permanence 24 heures sur 24 suffisamment étoffée qui permet de donner suite aux demandes d'interventions urgentes (équipes sur la brèche) et un point de contact ou des points de contact (planton) à qui le citoyen peut s'adresser;
 - un personnel qui permet d'effectuer les autres tâches, axées sur la collectivité.
- Celles-ci sont par essence:
- la surveillance;
 - le contact avec la population en général et individuellement avec le citoyen;
 - la discussion des problèmes avec la population et la recherche commune de solutions;
 - les petites enquêtes et missions judiciaires;
 - les problèmes de police administrative (les problèmes de circulation, les problèmes locaux de maintien de l'ordre,...);
 - l'aide aux victimes et les conseils aux citoyens;
 - les avis techniques.

Van de kant van de politie vraagt ze externe gerichtheid (klantgerichtheid) en kwaliteit, van de bevolking de bereidheid tot samenwerken met de politie en een (hersteld) vertrouwen erin. »

Het begrip is dus niet direct niveau gebonden, maar eerder probleem gebonden.

Het is een problem solving benadering.

Gemeenschapspolitiezorg is dus nauw verbonden met de lokale onveiligheidsgevoelens en -problemen van de bevolking en laat toe om hierop in te spelen, de medewerking van de bevolking te krijgen en ze zelfs een stukje mee te responsabiliseren. De wederzijdse samenwerking bevolking-politiediensten houdt evenwel maar stand indien de bevolking een "positieve" return ervaart. Dit is ook van essentieel belang voor het herwinnen van het vertrouwen in de politie. Vandaar de noodzaak vanuit de politiediensten om een "kwaliteits"-service te brengen en verantwoording af te leggen (accountability).

Moet het nog worden aangestipt: hier horen ook begrippen als wijk- en sectorwerking thuis. Die zullen het voorwerp uitmaken van een navolgend document.

2. De totale politiezorg wordt gerealiseerd door twee belangrijke operationele componenten.

Het gewone politiewerk, op grond van een volwaardige 24-uren-permanentie (interventie- en piekploegen), contactpunten en een modern georiënteerde (de filosofie van de gemeenschapspolitiezorg) gemeenschapspolitie, vormt de basiscomponent en is zeker een hoeksteen van een politiestelsel. Die hoeksteen moet, rekening houdend met de prijs (in het bijzonder van permanenties) enerzijds en de community policing-benadering anderzijds, op een passende schaal worden ingeplant. Hier dient een passend evenwicht te worden gevonden.

Die hoeksteen heeft evenwel ook zijn limieten. Er is dus een aanvullende component nodig op grond van volgende criteria:

- de complexiteit van fenomenen (gespecialiseerde kennis, multidisciplinair, documentatie);
 - de mobiliteit van de daders (bovenlokaal/internationaal, documentatie, actiemogelijkheden);
 - de georganiseerde criminaliteit (bovenlokaal, gespecialiseerde kennis en middelen, documentatie, actiemogelijkheden);
 - de techniciteit en de kosten van de in te zetten middelen (gespecialiseerde kennis, dure middelen, budget);
 - de dimensie van het probleem (bovenlokaal/internationaal, coördinatie, actiemiddelen);
 - de nood aan een reserve voor:
 - grootse, het normale takenpakket overschrijdende gebeurtenissen of manifestaties;
 - occasionele en tijdelijke piekbelastingen (langdurige gebeurtenissen, tijdelijke piek, exceptioneel fenomeen enz...).
- Die component geeft aanleiding tot bijzondere of gespecialiseerde eenheden of diensten, die op een passend operationeel en kosten/baten verantwoord echelon moeten worden ingeplant. De inzet van de GFP moet in deze context worden gesitueerd.

3. De basiscomponent bevat twee hoofdtaken:

- een voldoende gestoffeerde 24-uren-permanentie die toelaat gevolg te geven aan dringende interventies (ploegen op de baan) en een contactpunt of contactpunten (plantondienst) waar de burger terecht kan;
 - personeel dat toelaat de andere gemeenschapsgerichte taken uit te voeren.
- In essentie zijn die:
- toezicht;
 - contact met de bevolking en met de individuele burger;
 - problemen bespreken met de bevolking en samen oplossingen zoeken;
 - kleinere onderzoeken en gerechtelijke opdrachten;
 - problemen van bestuurlijke politie (verkeersproblemen, lokale problemen van ordehandhaving, ...);
 - slachtofferbejegening en raadgevingen aan de burger;
 - technische adviezen,....

L'effectif nécessaire pour une telle composante de base comprend de 40 à 50 membres du personnel. Ce chiffre ne représente évidemment qu'une approche générale et doit être adapté aux circonstances et aux phénomènes locaux.

Exemple: effectif possible d'une composante de base

Commandement et gestion	3 mem. Pers. (surtout pour les corps autonomes)
Bureau de permanence (point de contact)	7 mem. pers.
Une équipe de réserve intervention	14 mem. pers.
Equipe de renfort (8 heures par jour)	4 mem. pers.
Travail de secteur	
- contact/recherche (local (8 heures de service assurées par une personne et 4 heures de service assurées par deux personnes/jour)	4 mem. pers.
- petits services d'ordre - réglementation de la circulation (capacité de 12 pers./heure/jour)	3 mem. pers.
Travail de quartier (3 quartiers + back-up)	6 mem. pers.
Sous-total	41 mem. pers.
A ajouter	
- 10 % divers (témoignages, transferts, réserve, achèvement PV, documentation, etc.)	4 mem. pers.
- 5 % instruction	2 mem. pers.
TOTAL GENERAL	47 mem. pers.

4. Nous pouvons diviser la composante opérationnelle complémentaire en trois groupes:

- les unités spéciales, compte tenu de la spécificité du terrain (connaissance, moyens, approche etc.).

Nous pensons ici à la police des autoroutes, aux unités maritimes et aéronautiques, aux unités spéciales de protection comme celles qui assurent la protection du Roi ou bien du SHAPE, une brigade de métro etc. Il est clair que dans le cadre d'une police bien structurée, un corps de police doit garantir pour de telles entités spéciales le service total de police;

- les unités qui dispensent un service spécialisé de police, à savoir "elles pour lesquelles des connaissances et des moyens" spéciaux sont nécessaires. Il s'agit généralement de phénomènes ou de problèmes de niveau supra-local, dans le cadre de réseaux ou d'une criminalité organisée; mais au niveau local aussi, ces unités peuvent, certainement à titre provisoire, être nécessaires.

Nous pensons ici aux équipes de recherche générales et spécialisées, dotées de tous les moyens requis (documentation, moyens, techniques, etc.) en particulier les BSR et les brigades de la police judiciaire;

- les unités et services opérationnels spécialisés de soutien, compte tenu principalement des moyens spécialisés coûteux que nécessite leur utilisation.

Elles n'ont pas d'autre finalité que d'assister le cas échéant les unités de base, les unités spéciales et les unités de police spécialisée. Leurs clients sont donc les services de police.

Nous pensons à cet égard à l'ESI, aux unités d'observation, à l'Unité d'appui aérien, aux laboratoires de police technique et scientifique, aux équipes de police technique, aux centres de documentation, aux composantes d'exécution du Service général d'appui policier, etc...

La composante additionnelle comprend souvent des moyens coûteux; une politique des moyens est donc en l'occurrence très indiquée. Une bonne politique en la matière doit veiller à un bon équilibre entre, d'une part, la disponibilité opérationnelle et son implantation et, d'autre part, un rendement maximal.

Dans ce contexte, il y a lieu de signaler que des achats locaux de prestige de moyens spéciaux sont tout à fait inadmissibles et qu'il faut y mettre fin.

De noodzakelijke personeelsbezetting voor dergelijke basiscomponent bedraagt tussen de 40 à 50 personeelsleden. Uiteraard is dit cijfer maar een algemene benadering en dient het aan de lokale omstandigheden en fenomenen te worden aangepast.

Voorbeeld: Mogelijke bezetting van een basiscomponent

Commando en beheer	3 persl (zeker voor autonome)
Permanentie bureel (contactpunt)	7 persl
Eén Ploeg Interventieréservé	14 persl
Piekploeg (8 uren per dag)	4 persl
Sectorwerking	
- contact/onderzoek (lokaal) (8 uren een-mandienst en 4 uren twee-mandienst/dag)	4 persl.
- kleine ordediensten - verkeersregeling (capaciteit van 12 man/uren dag)	3 persl
Wijkwerking (3 wijken + back-up)	6 persl
Subtotaal	41 persl
Toe te voegen	
- 10 % diversen (getuigenissen, transferts, reserve, afwerken PV, documentatie, enz...)	4 persl
- 5 % onderricht	2 persl
ALGEMEEN TOTAAL	47 persl

4. De aanvullende operationele component kunnen we opdelen in drie groepen:

- de bijzondere eenheden gelet op de eigenheid van het terrein (kennis, middelen, aanpak enz...).

Hier denken we aan de A-wegenpolitie, zee- en luchthaveneenheden, bijzondere beschermingseenheden zoals die bij de Koning of de Shape, een metrobrigade enz.... Het is duidelijk dat in het raam van een goed gestructureerde politie voor dergelijke bijzondere entiteiten één politiedienst de totale politiezorg moet verzekeren;

- de eenheden voor gespecialiseerde politiezorg, te weten waarvoor bijzondere kennis en middelen noodzakelijk zijn. Het gaat meestal om fenomenen of problemen van bovenlokaal niveau, in het raam van netwerken of georganiseerde criminaliteit; maar ook lokaal kan dit, zeker tijdelijk, nodig zijn.

We denken hier aan algemene en gespecialiseerde rechtefeams, met alles wat daarbij hoort (documentatie, middelen, technieken enz...)in het bijzonder de BOB's en de brigades van de gerechtelijke politie;

- de gespecialiseerde operationele steuneenheden en -diensten, in hoofdzaak of grond van de gespecialiseerde dure middelen en de aanwending ervan.

Ze hebben geen andere finaliteit dan de basiseenheden, de bijzondere eenheden en de eenheden voor gespecialiseerde politiezorg in voorkomend geval bij te staan. Hun klanten zijn dus de politiediensten.

We denken hierbij aan het SIE, de observatie-eenheden, de luchtsteuneenheden, de laboratoria van technische en wetenschappelijk politie, ploegen voor technische politie, de documentatiecentra, de uitvoerende componenten van APSP, enz...

De aanvullende component bevat vaak dure middelen en hier is een middelen-politiek zeer aangewezen. Een goed beleid terzake moet zorgen voor een goed evenwicht tussen enerzijds de operationele beschikbaarheid en inplanting ervan en anderzijds een maximaal rendement.

In deze context weze erop gewezen dat lokale prestige aankopen van bijzondere middelen volledig uit den boze zijn en een halt moeten worden toegeroepen.